

VERTALING

N. 98 — 3589

[C - 98/27710]

**17 DECEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering
over de wijze van toetreding tot en uitsluiting uit de decentraliseringsregeling**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 107, § 5, vervangen bij het decreet van 27 november 1997;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) van 1 september 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 22 oktober 1998 over de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van niet meer dan één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 16 november 1998, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. In hoofdstuk II van Titel I van Boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, gewijzigd bij het decreet van 27 november 1997, worden er een afdeling 3 ingevoegd met het opschrift « Wijze van toetreding tot en uitsluiting uit de decentraliseringsregeling », alsook de artikelen 259/1 en 259/2, luidend als volgt :

« Afdeling 3. - Wijze van toetreding tot en uitsluiting uit de decentraliseringsregeling.

Art. 259/1. Wanneer het gemeentelijk structuurplan en het gemeentelijke stedenbouwkundige reglement in werking zijn getreden, stelt de Regering op vraag van het college van burgemeester en schepenen, uiterlijk binnen dertig dagen na ontvangst van die aanvraag, vast dat de voorwaarden bedoeld in artikel 107, § 1, eerste lid, 3° gelijktijdig worden vervuld.

Art. 259/2. Wanneer niet meer wordt voldaan aan één van de voorwaarden bedoeld in artikel 107, § 1, eerste lid, 3° of wanneer het besluit ter instelling van de gemeentelijke commissie ingetrokken werd overeenkomstig artikel 7, § 2, tweede lid, stelt de Regering vast dat de gemeente uit de decentraliseringsregeling is uitgesloten.

Voorafgaand geeft de Regering aan de gemeentelijke commissie en aan het college van burgemeester en schepenen kennis van een met redenen omkleed bericht. Bij gebreke van een antwoord binnen een termijn van dertig dagen worden de gemeentelijke commissie en het college van burgemeester en schepenen geacht de door de Regering geuite bezwaren niet te bestrijden.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekend wordt gemaakt.

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN



F. 98 — 3590

[C - 98/27712]

**17 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
déterminant le contenu des périmètres visés à l'article 40
du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 40, remplacé par le décret du 27 novembre 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 décembre 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence motivée par les considérations suivantes :

Considérant que par son arrêt n° 71.610 du 5 février 1998, le Conseil d'Etat a annulé, avec maintien des effets jusqu'au 31 décembre 1998, la révision partielle du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez relative à l'extension du zoning de Wavre-Nord;

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat en interprétation n° 75.712 du 10 septembre 1998;

Considérant les recommandations contenues dans l'étude d'incidences sur l'environnement réalisée en application de l'article 42 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, lesquelles proposent notamment l'inscription de périmètres de protection au sens de l'article 40 dudit Code;

Considérant que le Gouvernement wallon a adopté provisoirement en sa séance du 10 décembre 1998 la révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez relative au zoning de Wavre-Nord;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le titre Ier du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, il est inséré un chapitre XXII rédigé comme suit :

« CHAPITRE XXII - Du contenu des périmètres visés à l'article 40.

Art. 452/20. Du périmètre de point de vue remarquable.

Le périmètre de point de vue remarquable vise à maintenir des vues exceptionnelles sur un paysage bâti ou non bâti.

Les actes et travaux soumis à permis peuvent y être soit interdits, soit subordonnés à des conditions propres à éviter de mettre en péril la vue remarquable.

Art. 452/21. Du périmètre de liaison écologique.

Le périmètre de liaison écologique vise à garantir aux espèces animales et végétales les espaces de transition entre leurs biotopes.

Les actes et travaux soumis à permis peuvent y être soit interdits, soit subordonnés à des conditions particulières de protection.

Art. 452/22. Du périmètre d'intérêt paysager.

Le périmètre d'intérêt paysager vise au maintien, à la formation ou à la reconstitution du paysage.

Les actes et travaux soumis à permis peuvent y être autorisés pour autant qu'ils s'intègrent au paysage.

Art. 452/23. Du périmètre d'intérêt culturel, historique et esthétique.

Le périmètre d'intérêt culturel, historique et esthétique vise à favoriser au sein d'un ensemble urbanisé l'équilibre entre les espaces bâtis ou non et les monuments qui les dominent ou les sites qui les caractérisent.

Les actes et travaux soumis à permis peuvent y être soit interdits, soit subordonnés à des conditions particulières de protection.

Art. 452/24. Du périmètre de risque naturel prévisible ou de contrainte géotechnique majeure.

Le périmètre de risque naturel prévisible ou de contrainte géotechnique majeure vise à limiter les risques pour les personnes et les biens exposés à au moins l'une des contraintes physiques majeures suivantes :

1° inondation : submersion de terrains due au débordement habituel d'un cours d'eau;

2° éboulement : chute d'une paroi rocheuse;

3° glissement de terrain : déplacement en masse de roches meubles;

4° phénomène karstique : phénomène géomorphologique dû à la dissolution des roches généralement carbonatées par l'eau d'infiltration;

5° risque minier : potentialité de tassement ou d'affaissement du sol engendré par l'effondrement d'anciennes galeries de mines ou d'anciennes carrières souterraines;

6° risque sismique : potentialité de secousses sismiques destructrices pour l'habitat et les infrastructures;

7° perméabilité du sol : risque de pollution des nappes aquifères situées sous des terrains présentant une grande porosité.

Les périmètres de risque naturel prévisible ou de contrainte géotechnique majeure comportent une surimpression destinée à déterminer, parmi les contraintes physiques majeures visées aux points 1° à 7°, la contrainte à laquelle ils sont exposés.

Dans les périmètres exposés aux contraintes physiques majeures visées aux points 1° à 6°, les actes et travaux soumis à permis en exécution du présent Code peuvent être soit interdits, soit subordonnés à des conditions visant à minimiser les risques pour les personnes et les biens.

Dans les périmètres exposés à la contrainte physique majeure visée au point 7°, les actes et travaux soumis à permis en exécution du présent Code peuvent être soit interdits, soit subordonnés à des conditions visant l'alimentation et la protection de la nappe aquifère.

Art. 452/25. Du périmètre de réservation.

Le périmètre de réservation vise à réserver les espaces nécessaires à la réalisation, la protection ou le maintien d'infrastructure de communication ou de transport de fluides et d'énergie.

Les actes et travaux soumis à permis peuvent être soit interdits, soit subordonnés à des conditions particulières.

Art. 452/26. Du périmètre d'extension de zone d'extraction.

Le périmètre d'extension de zone d'extraction vise à garantir la valorisation potentielle des gisements de roches.

Les actes et travaux soumis à permis peuvent être soit interdits, soit subordonnés à des conditions particulières de nature à ne pas mettre en péril une exploitation potentielle du gisement.

Art. 452/27. Du périmètre de remembrement légal de biens ruraux.

Le périmètre de remembrement légal de biens ruraux vise un ensemble de biens immobiliers remembrés au sens de la législation relative au remembrement légal des biens ruraux.

Les actes et travaux soumis à permis peuvent y être soit interdits, soit subordonnés à des conditions particulières.

Art. 452/28. Du périmètre de prévention de captage.

Le périmètre de prévention de captage vise une zone de prévention au sens des arrêtés de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatifs aux prises d'eau souterraines, aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance, et à la recharge artificielle des nappes d'eau souterraines ainsi qu'aux prises d'eau de surface potabilisable et aux zones de prise d'eau, de prévention et de surveillance.

Peuvent seuls y être autorisés, les actes et travaux conformes à la législation précitée.

Art. 452/29. Du périmètre de bien immobilier classé.

Le périmètre de bien immobilier classé vise un bien immobilier classé en application de l'article 192.

Art. 452/30. Du périmètre de protection visé par la législation sur la protection de la nature.

Le périmètre de protection au sens de législation sur la protection de la nature vise notamment les réserves naturelles et les réserves forestières au sens de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Les actes et travaux soumis à permis peuvent y être soit interdits, soit subordonnés à des conditions particulières. »

Art. 2. § 1^{er}. Les articles 450/1 à 450/19 du même Code, insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 1998 relatif à la commission d'avis et à l'instruction des recours auprès du Gouvernement, en deviennent les articles 452/1 à 452/19.

§ 2. Dans l'article 452/15, les mots « 450/19 » sont remplacés par les mots « 452/19 ».

Dans l'article 452/16, les mots « 450/13 » et « 450/14 » sont remplacés respectivement par les mots « 452/13 » et « 452/14 ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

ÜBERSETZUNG

D. 98 — 3590

[C - 98/27712]

**17. DEZEMBER 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Festlegung des Inhalts der in Artikel 40
des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Umkreise**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des durch das Dekret vom 27. November 1997 ersetzten Artikels 40;

Aufgrund des in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 9. Dezember 1998 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Aufgrund der durch die folgenden Erwägungen begründeten Dringlichkeit:

In der Erwägung, daß der Staatsrat durch sein Urteil Nr. 71.610 vom 5. Februar 1998 die Teiländerung des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez bezüglich der Ausdehnung des Industriegebiets "Wavre-Nord" nichtigerklärt hat, wobei die Wirkung des Sektorenplans jedoch bis zum 31. Dezember 1998 beibehalten wird;

Aufgrund des Auslegungsurteils des Staatsrates Nr. 75.712 vom 10. September 1998;

In Erwägung der Empfehlungen, die in der in Anwendung von Artikel 42 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe ausgeführten Umweltverträglichkeitsprüfung enthalten sind und die Eintragung von Schutzzonen im Sinne von Artikel 40 desselben Gesetzbuches vorschlagen;

In der Erwägung, daß die Wallonische Regierung in ihrer Sitzung vom 10. Dezember die Revision des Sektorenplans Wavre-Jodoigne-Perwez bezüglich des Industriegebiets "Wavre-Nord" vorläufig angenommen hat;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

Beschließt:

Artikel 1 - In Titel I von Buch IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein Kapitel XXII mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL XXII - *Inhalt der in Artikel 40 erwähnten Umkreise.*

Art. 452/20 - Umkreis mit bemerkenswertem Ausblick

Der Umkreis mit bemerkenswertem Ausblick ist dazu bestimmt, außergewöhnliche Ausblicke auf eine bebaute bzw. nicht bebaute Landschaft zu erhalten.

Die Handlungen und Arbeiten, für welche eine Genehmigung erforderlich ist, können in einem solchen Umkreis entweder verboten oder mit geeigneten Bedingungen verbunden werden, die verhindern können, daß der bemerkenswerte Ausblick beeinträchtigt wird.

Art. 452/21 - Umkreis mit ökologischen Verbindungen

Der Umkreis mit ökologischen Verbindungen ist dazu bestimmt, den Tier- und Pflanzenarten die notwendigen Übergangsflächen zwischen ihren Biotopen vorzubehalten.

Die Handlungen und Arbeiten, für welche eine Genehmigung erforderlich ist, können in einem solchen Umkreis entweder verboten oder mit besonderen Schutzmaßnahmen verbunden werden.

Art. 452/22 - Umkreis von landwirtschaftlichem Interesse

Der Umkreis von landwirtschaftlichem Interesse ist zur Erhaltung, Bildung oder Wiedergestaltung der Landschaft bestimmt.

Die Handlungen und Arbeiten, für welche eine Genehmigung erforderlich ist, können in einem solchen Umkreis erlaubt werden, wenn sie sich in die Landschaft integrieren.

Art. 452/23 - Umkreis von kulturellem, historischem oder ästhetischem Interesse

Der Umkreis von kulturellem, historischem oder ästhetischem Interesse ist dazu bestimmt, innerhalb eines verstärkten Gebiets das Gleichgewicht zu fördern zwischen den bebauten oder nicht bebauten Flächen einerseits und den Denkmälern, die sie überragen, oder den für sie typischen Landschaften andererseits.

Die Handlungen und Arbeiten, für welche eine Genehmigung erforderlich ist, können in einem solchen Umkreis entweder verboten oder mit besonderen Schutzmaßnahmen verbunden werden.

Art. 452/24 - Umkreis mit vorhersehbaren natürlichen Risiken und größeren geotechnischen Belastungen

Der Umkreis mit vorhersehbaren natürlichen Risiken und größeren geotechnischen Belastungen ist dazu bestimmt, die Risiken für die Personen und die Güter, die mindestens einer der folgenden größeren physikalischen Belastungen ausgesetzt sind, zu beschränken:

1° Hochwasser: Überschwemmung von Geländen infolge des gewöhnlichen Ausuferns eines Wasserlaufes;

2° Felssturz: Fallen einer Felswand;

3° Erdbeben: umfangreiche Verschiebung von lockeren Felsblöcken;

4° Karsterscheinung: geomorphologische Erscheinung infolge der Auflösung des Gesteins, das meistens durch Sickerwasser mit Kohlendioxid gesättigt worden ist;

5° bergbauliche Gefahr: Gefahr einer Bodensenkung oder -setzung infolge des Einbruchs ehemaliger Bergbaugalerien oder ehemaliger unterirdischer Steinbrüche;

6° seismische Gefahr: Gefahr von Erdbebenstößen, die Wohnungen und Infrastrukturen zerstören können;

7° Durchlässigkeit des Bodens: Gefahr einer Verschmutzung der Grundwasserleitschichten, die unter Geländen mit großer Porosität liegen.

Die Umkreise mit vorhersehbaren natürlichen Risiken und größeren geotechnischen Belastungen werden mit einem Überdruck gekennzeichnet, um zu bestimmen, welche der unter den Punkten 1° bis 7° erwähnten größeren physikalischen Belastungen sie bedroht.

In den Umkreisen, die den unter den Punkten 1° bis 7° erwähnten größeren physikalischen Belastungen ausgesetzt sind, können die Handlungen und Arbeiten, für welche in Anwendung des vorliegenden Gesetzbuches eine Genehmigung erforderlich ist, entweder verboten oder mit Bedingungen verbunden werden, um die Risiken für Personen und Güter möglichst zu reduzieren.

In den Umkreisen, die der unter Punkt 7° erwähnten physikalischen Belastung ausgesetzt sind, können die Handlungen und Arbeiten, für welche in Anwendung des vorliegenden Gesetzbuches eine Genehmigung erforderlich ist, entweder verboten oder mit Bedingungen bezüglich der Wasserversorgung und des Schutzes der Grundwasserleitschichten verbunden werden.

Art. 452/25 - Reserveumkreis

Der Reserveumkreis ist dazu bestimmt, die notwendigen Flächen zur Verwirklichung, zum Schutz oder zur Erhaltung einer Kommunikations- oder Verkehrsinfrastruktur oder einer Flüssigkeits- oder Energietransportinfrastruktur vorzubehalten.

Die Handlungen und Arbeiten, für welche eine Genehmigung erforderlich ist, können in einem solchen Umkreis entweder verboten oder mit besonderen Bedingungen verbunden werden.

Art. 452/26 - Umkreis zur Erweiterung eines Abbaugebiets

Der Umkreis zur Erweiterung eines Abbaugebiets ist dazu bestimmt, die potentielle Erschließung von Gesteinsvorkommen sicherzustellen.

Die Handlungen und Arbeiten, für welche eine Genehmigung erforderlich ist, werden in einem solchen Umkreis entweder verboten oder mit besonderen Bedingungen verbunden, damit eine potentielle Bewirtschaftung des Vorkommens nicht beeinträchtigt wird.

Art. 452/27 - Umkreis für gesetzliche Flurbereinigung von ländlichen Gütern

Der Umkreis für gesetzliche Flurbereinigung von ländlichen Gütern betrifft eine Gruppe von Immobiliengütern, die Gegenstand einer Flurbereinigung im Sinne der Gesetzgebung über die gesetzliche Flurbereinigung von ländlichen Gütern gewesen sind.

Die Handlungen und Arbeiten, für welche eine Genehmigung erforderlich ist, werden in einem solchen Gebiet entweder verboten oder mit besonderen Bedingungen verbunden.

Art. 452/28 - Umkreis zum Schutze naheliegender Wasserentnahmestellen

Der Umkreis zum Schutze naheliegender Wasserentnahmestellen betrifft eine Präventivzone im Sinne der Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Entnahme von Grundwasser, die Wasserentnahme, -Präventiv- und -Überwachungszonen und die künstliche Anreicherung von Grundwasser sowie über die Entnahme von aufbereitablem Oberflächenwasser und die Wasserentnahme, -Präventiv- und -Überwachungszonen.

In einem solchem Umkreis dürfen nur die Handlungen und Arbeiten, die in Übereinstimmung mit der vorerwähnten Gesetzgebung stehen, erlaubt werden.

Art. 452/29 - Umkreis mit unter Denkmalschutz gestellten Immobiliengütern

Der Umkreis mit unter Denkmalschutz gestellten Immobiliengütern betrifft ein Immobiliengut, das in Anwendung von Artikel 192 unter Schutz gestellt worden ist.

Art. 452/30 - Die Schutzzone im Sinne der Naturschutzgesetzgebung

Die Schutzzone im Sinne der Naturschutzgesetzgebung betrifft unter anderem die Naturschutzgebiete und die Forstschutzgebiete im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über den Naturschutz.

Die Handlungen und Arbeiten, für welche eine Genehmigung erforderlich ist, werden in einem solchen Gebiet entweder verboten oder mit besonderen Bedingungen verbunden.

Art. 2 - § 1. Die durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 5. März 1998 über die beratende Kommission und die Überprüfung der bei der Regierung eingereichten Einsprüche eingefügten Artikel 450/1 bis 450/19 desselben Gesetzbuches werden zu den Artikeln 452/1 bis 452/19.

§ 2. In Artikel 452/15 wird der Wortlaut "450/19" durch den Wortlaut "452/19" ersetzt.

In Artikel 452/16 werden der Wortlaut "450/13" und der Wortlaut "450/14" jeweils durch den Wortlaut "452/13" und den Wortlaut "452/14" ersetzt.

Art. 3 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 4 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Dezember 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens
M. LEBRUN

VERTALING

N. 98 — 3590

[C - 98/27712]

17 DECEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de oppervlakten bedoeld in artikel 40 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 40, vervangen bij het decreet van 27 november 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 9 december 1998, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gegrond op de volgende overwegingen :

Overwegende dat de Raad van State bij het arrest nr. 71.610 van van 5 februari 1998, de gedeeltelijke wijziging van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs betreffende de uitbreiding van het industriegebied ten noorden van Waver heeft vernietigd, waarbij de rechtsgevolgen van kracht blijven tot 31 december 1998;

Gelet op het interpretatieve arrest van de Raad van State nr. 75.712 van 10 september 1998;

Gelet op de aanbevelingen van het effectenonderzoek verricht krachtens artikel 42 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, waarbij o.m. de opneming wordt voorgesteld van beschermingsoppervlakten in de zin van artikel 40 van dit Wetboek;

Overwegende dat de Waalse Regering de herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs betreffende de uitbreiding van het industriegebied ten noorden van Waver heeft aangenomen tijdens haar zitting van 10 december 1998;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. In titel I van boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt een hoofdstuk XXII ingevoegd, dat luidt als volgt :

« HOOFDSTUK XXII - *Bepaling van de in artikel 40 bedoelde oppervlakten.*

Art. 452/20. Oppervlakte vanuit een bemerkenswaardige benadering.

Het doel van de oppervlakte vanuit een bemerkenswaardige benadering is het instandhouden van uitzonderlijke uitzichten op een bebouwd of onbebouwd landschap.

De handelingen en werkzaamheden waarvoor een vergunning vereist is, kunnen er ofwel verboden zijn, ofwel onderworpen zijn aan voorwaarden om te voorkomen dat het bemerkenswaardige uitzicht in gevaar wordt gebracht.

Art. 452/21. Oppervlakte vanuit ecologisch oogpunt.

Het doel van de oppervlakte vanuit ecologisch oogpunt is het voorzien in overgangsgebieden tussen de biotopen van dier- en plantensoorten.

De handelingen en werkzaamheden waarvoor een vergunning vereist is, kunnen er ofwel verboden zijn, ofwel onderworpen zijn aan bijzondere beschermingsvoorwaarden.

Art. 452/22. Oppervlakte met een landschappelijke waarde.

Het doel van de oppervlakte met een landschappelijke waarde is het instandhouden, inrichten en herstellen van het landschap.

De handelingen en werkzaamheden waarvoor een vergunning vereist is, kunnen toegelaten worden voor zover ze zich in het landschap integreren.

Art. 452/23. Oppervlakte met een culturele, historische of esthetische waarde.

Het doel van de oppervlakte met een culturele, historische of esthetische waarde is het bevorderen van het evenwicht, binnen een verstedelijkt geheel, tussen de al dan niet bebouwde ruimten en de monumenten die er hoog boven uitsteken of de sites waardoor ze gekenmerkt zijn.

De handelingen en werkzaamheden waarvoor een vergunning vereist is, kunnen er ofwel verboden zijn, ofwel onderworpen zijn aan bijzondere beschermingsvoorwaarden.

Art. 452/24. Oppervlakte met een voorspelbaar natuurgevaar of een hoge geotechnische druk.

Het doel van de oppervlakte met een voorspelbaar natuurgevaar of een hoge geotechnische druk is het beperken van de risico's voor de personen en goederen die aan ten minste één van de volgende verschijnselen van hoge fysische druk worden blootgesteld :

1° overstroming : het onder water lopen van gronden dat toe te schrijven is aan een waterloop die geregeld buiten zijn oevers treedt;

2° bergstorting : val van de rotswand;

3° grondverschuiving : massale verplaatsing van los gesteente;

4° karstverschijnsel : geomorfologisch verschijnsel voortvloeiend uit de ontbinding van doorgaans karbonaatgesteente met indringingswater;

5° mijngevaar : mogelijke inklinking of verzakking van de bodem wegens de instorting van voormalige mijngangen of ondergrondse groeven;

6° aardbevingsgevaar : mogelijke aardschokken die het woonmilieu en de infrastructuur kunnen vernielen;

7° gronddoorlatendheid : verontreinigingsgevaar van de waterlagen gelegen onder gronden die heel poreus zijn;

De oppervlakten met een voorspelbaar natuurgevaar of een hoge geotechnische druk houden een overdruk in, die bestemd is om de onder de punten 1° à 7° bedoelde hoge fysische druk te bepalen waaraan ze blootgesteld zijn.

Op de oppervlakten die blootgesteld zijn aan verschijnselen van hoge fysische druk, bedoeld onder de punten 1° à 6°, kunnen de handelingen en werkzaamheden waarvoor krachtens dit Wetboek een vergunning vereist is, ofwel verboden zijn, ofwel onderworpen zijn aan voorwaarden met het oog op het beperken van de risico's voor de personen en goederen.

Op de oppervlakten met hoge fysische druk, bedoeld onder punt 7°, kunnen de handelingen en werkzaamheden waarvoor krachtens dit Wetboek een vergunning vereist is, ofwel verboden zijn, ofwel onderworpen zijn aan voorwaarden met het oog op de aanvoer en bescherming van de waterlaag.

Art. 452/25. Oppervlakte voor reservatie.

Het doel van de oppervlakte voor reservatie is het vrijhouden van de ruimten nodig voor het verwezenlijken, beschermen of instandhouden van de communicatie-infrastructuur of het vervoer van vloeistoffen en energie.

De handelingen en werkzaamheden waarvoor een vergunning vereist is, kunnen er ofwel verboden zijn, ofwel onderworpen zijn aan bijzondere voorwaarden.

Art. 452/26. Oppervlakte voor ontginningsuitbreidingen.

De oppervlakte voor ontginningsuitbreidingen heeft betrekking op de mogelijke ontsluiting van de gesteenteafzetting.

De handelingen en werkzaamheden waarvoor een vergunning vereist is, kunnen ofwel verboden zijn, ofwel onderworpen zijn aan bijzondere voorwaarden om te voorkomen dat de mogelijke exploitatie van de afzetting in gevaar wordt gebracht.

Art. 452/27. Oppervlakte voor de wettelijke ruilverkaveling van landelijke goederen.

De oppervlakte voor de wettelijke ruilverkaveling van landelijke goederen heeft betrekking op een groep onroerende goederen die het voorwerp uitmaken van een ruilverkaveling in de zin van de wetgeving betreffende de wettelijke ruilverkaveling van landelijke goederen.

De handelingen en werkzaamheden waarvoor een vergunning vereist is, kunnen er ofwel verboden zijn, ofwel onderworpen zijn aan bijzondere voorwaarden.

Art. 452/28. Oppervlakte voor waterwinningspreventie.

De oppervlakte voor waterwinningspreventie heeft betrekking op een preventiegebied in de zin van de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de grondwaterwinnings-, de waterwinnings-, de voorkomings- en de toezichtsgebieden en de kunstmatige aanvulling van de grondwaterlagen alsmede het winnen van tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater en de waterwinnings-, voorkomings- en toezichtsgebieden.

Alleen de handelingen en werkzaamheden die aan bovenvermelde wetgeving beantwoorden, kunnen er toegelaten worden.

Art. 452/29. Oppervlakte met een beschermd onroerend goed.

De oppervlakte met een beschermd onroerend goed betreft een onroerend goed dat krachtens artikel 192 beschermd wordt.

Art. 452/30. Oppervlakte voor de bescherming bedoeld in de wetgeving op de natuurbescherming.

De oppervlakte voor de bescherming bedoeld in de wetgeving op de natuurbescherming heeft o.m. betrekking op natuurreservaten en bosreservaten in de zin van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

De handelingen en werkzaamheden waarvoor een vergunning vereist is, kunnen er ofwel verboden zijn, ofwel onderworpen zijn aan bijzondere voorwaarden."

Art. 2. § 1. De artikelen 450/1 t.e.m. 450/19 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 1998 betreffende de adviescommissie en het onderzoek van de beroepen die bij de Regering worden ingesteld, worden de artikelen 452/1 t.e.m. 452/19 van bedoeld Wetboek.

§ 2. In artikel 452/15 worden de woorden "450/19" vervangen door de woorden "452/19".

In artikel 452/16 worden de woorden "450/13" en "450/14" respectievelijk vervangen door de woorden "452/13" en "452/14".

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,
M. LEBRUN